

Avant-propos

Qu'attendons-nous de la technologie ?

par Justin Nogarede

Selon l'historien américain Melvin Kranzberg, « la technologie n'est ni bonne ni mauvaise, mais elle n'est pas neutre non plus ». De la même manière, de nombreux concepts liés aux technologies doivent être dédramatisés. Le cyberspace n'existe pas. L'«Internet» n'existe pas. L'utilisation de ces termes renforce l'idée généralement répandue que nous sommes face à une entité envahissante et amorphe qui échappe à tout contrôle.

« Cyberspace » et « Internet » sont des termes simples et complexes à la fois qui représentent en réalité une myriade

de technologies de réseau, d'information et de communication. Ces technologies sont censées produire un effet, mais ce dernier dépend des intérêts économiques et politiques dominants. Nous ne devons dès lors pas céder au fatalisme, croire que les technologies se développent de manière autonome et qu'elles sont fondamentalement hors de notre contrôle. Les technologies sont mises au point avec un objectif précis. Elles incarnent certaines valeurs et favorisent certains usages.

Cela vaut également pour les applications d'intelligence artificielle destinées à l'auto-apprentissage. Si nous traitons une technologie comme une « boîte noire », des choix peuvent être faits quant à son utilisation et son déploiement. Bon nombre des

technologies numériques d'aujourd'hui peuvent être utilisées soit pour renforcer l'autonomie des personnes et des communautés, soit pour les contraindre et les contrôler. Les approches adoptées par la Chine et celles adoptées par les États-Unis illustrent bien cet antagonisme. Laisser le champ libre aux ingénieurs et au secteur privé est une mauvaise idée et limite la prise de décisions démocratiques. C'est particulièrement vrai pour l'environnement numérique qui, contrairement à l'environnement naturel, est totalement fabriqué par l'homme et malléable.

Malheureusement, les autorités de l'UE ont largement délaissé leur rôle en la matière. De manière

Le #RGPD offre une version actualisée et améliorée des règles sur la protection des données personnelles.

@JNogarede



“

Le cyberspace n'existe pas. L'«Internet» n'existe pas. L'utilisation de ces termes renforce l'idée que nous sommes face à une entité envahissante.

”

générale, elles s'abstiennent de façonner et réglementer activement l'Internet. Les infrastructures que nous utilisons actuellement pour communiquer et recevoir des informations en ligne servent principalement des intérêts commerciaux, avec un contrôle ou une supervision relativement limités. Il en résulte un environnement virtuel où les citoyens sont traqués et manipulés, et où leurs données personnelles sont exploitées au maximum, à des fins commerciales. Cette situation est souvent présentée comme une fatalité, mais nous oublions que les choses étaient différentes avant et que des alternatives existent. Par exemple, le service postal est totalement ou partiellement fourni par les pouvoirs publics, et il doit donc se soumettre à certaines exigences dans l'intérêt de la population. Autre exemple, la plupart des pays ont des chaînes de télévision publiques et y imposent des limites strictes sur la publicité.

Heureusement, en Europe, les pouvoirs publics commencent à comprendre qu'un changement est à la fois possible et nécessaire. Le règlement général sur la protection des données (RGPD) est en vigueur depuis mai dernier. Il était essentiel d'adopter cette version actualisée et améliorée des règles sur la protection des données personnelles. Les entreprises arguent souvent que le RGPD entrave et freine l'innovation pour les applications du big data, mais ce n'est pas vrai. Ces règles favorisent simplement un meilleur respect de la vie privée dans l'évolution technologique, une approche pleine de bon sens. Pourquoi voudrions-nous faire concurrence à la Chine en développant des technologies qui portent atteinte à notre vie privée et aggravent notre situation ?

Les débats sur le prochain programme de l'UE pour la recherche et l'innovation, Horizon Europe, montrent que l'on croit aujourd'hui davantage en la capacité des pouvoirs publics de mettre l'évolution

“
Malheureusement, les autorités de l'UE ont largement délaissé leur rôle et s'abstiennent d'activement façonner et réglementer l'« Internet ».
”

technologique au service la société. Ce programme définira de grands thèmes pour la recherche et l'innovation, ce qui permettra d'orienter consciemment l'évolution technologique vers des solutions aux défis planétaires les plus urgents. Il est grand temps d'avancer dans cette direction et il faut espérer que les tendances actuelles – où l'évolution technologique et les nouvelles technologies renforcent souvent les inégalités au lieu de les aplanir – pourront ainsi être inversées. L'injection de fonds dans les technologies de blockchains, un remède technologique coûteux pour pallier le manque de confiance dans les institutions publiques, reflète bien l'époque dans laquelle nous vivons et devrait nous pousser à l'action. La majorité des citoyens restent coincés dans les embouteillages au volant de véhicules polluants, ils paient des prix toujours plus élevés pour des habitations vétustes, et ils passent plus d'heures au travail sans augmentation de leur salaire réel : pourquoi ne concentrons-nous pas nos efforts sur ces problèmes ?

En 1999, Lawrence Lessig, professeur de droit à Harvard, expliquait dans son livre « Code and other laws of cyberspace » (Code and autres lois du cyberspace) que les institutions américaines ne souhaitaient pas ou ne voulaient pas modeler l'« Internet ». Il avait alors prédit que les intérêts commerciaux dicteraient notre façon de communiquer et de recevoir des informations en ligne. Vingt ans plus tard, nous y sommes, et ce n'est qu'aujourd'hui que l'UE fait face à cette réalité. Nous devrions tirer les leçons de cette expérience et adopter une approche plus militante concernant des technologies telles que l'intelligence artificielle et la robotique. Nous ne devrions pas mettre l'accent uniquement sur l'adaptation des compétences des travailleurs et des citoyens à ces technologies. Nous devrions plutôt nous demander ce que nous en attendons et comment nous pourrions les adapter et les utiliser dans l'intérêt des travailleurs et des citoyens. La technologie devrait être un moyen, et non une fin en soi.



> AUTEUR

Justin Nogaredo est conseiller pour la politique numérique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS). Il a précédemment occupé le poste de chargé de politique au Secrétariat général de la Commission européenne.